



Catégorie : Compte rendu

Comité de pilotage LRMP-Géo

Version 1.1

Rédacteur : Philippe MATHONNET
Lieu : Préfecture de région (s. Volvestre)
Toulouse, Jeudi 10 novembre 2016

| | |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ordre du jour | 1/ Présentation du portail cartographique de l'État en Occitanie : Picto-Occitanie 2/ État des lieux des projets en cours au sein du réseau LRMP-Géo 3/ Retour sur les demandes formulées lors du précédent COPIL du 26 mai 2016 4/ Prochaines étapes |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Introduction

Le SGAR remercie l'ensemble des participants et constate que tous les services de l'État en région sont représentés de manière exhaustive à cette réunion avec la présence des 5 directions régionales, de la DRFIP, des deux rectorats d'académie, l'ARS, les deux représentants des DDT et les directeurs régionaux de l'INSEE et de l'IGN.

L'objectif de ce COPIL est de :

- présenter le nouveau portail interministériel cartographique PICTO et son offre de services à valeur ajoutée ;
- proposer et valider la liste de projets structurants développés en 2017 ;
- définir les modalités de contribution des membres du réseau de financement du réseau LRMP-Géo.

1/ Présentation du portail cartographique PICTO

LRMP-Géo est le réseau d'experts des services de l'État en Occitanie dédié à la promotion et à la construction d'une offre de ressources et de services d'informations géographiques. L'objectif du réseau est :

- d'une part, de développer des projets numériques à forte valeur ajoutée tout en mutualisant les coûts d'acquisition et de production des données géographiques et
- d'autre part, de simplifier l'accès à la donnée et à l'information géographique pour les services de l'État en région.

Pour accompagner cette démarche, LRMP-Géo a développé une plateforme interministérielle appelée PICTO-Occitanie (www.picto-occitanie.fr). Elle recense et met à disposition les données géographiques des services de l'État pour faciliter une prise en main immédiate de ces ressources et des outils de visualisation par les utilisateurs.

A titre d'illustration, grâce à PICTO, il est possible de réaliser une cartographie dynamique via l'outil Prodiges qui permet de visualiser les données de type "SIG" (Système d'Information Géographique) et de créer une représentation géographique de données statistiques via l'outil Géoclip.

La plateforme PICTO met à disposition des données et de services d'informations géographiques qui concernent le périmètre géographique de la nouvelle région. Elle conserve les données mises à jour sur les anciens

périmètres. Une maintenance est actuellement assurée sur les anciens sites d'information géographique des ex-régions Midi-Pyrénées (MIPYGEO) et Languedoc-Roussillon (données accessibles sur les sites des DR) pour les données historiques non encore migrées sur PICTO. La consolidation de l'offre de services de PICTO sera progressive afin d'assurer la qualité de service attendue par les utilisateurs.

2/ État des lieux des projets actuellement en cours au sein du réseau LRMP-Géo

Depuis la création du réseau LRMP-Géo lors du COPIL du 26 mai 2016, de nombreux projets ont été engagés par divers services de l'État qui démontrent les opportunités offertes par le réseau LRMP-Géo. Ainsi ont été présentés :

- 1/ PICTO-Stat : Constitution d'un groupe projet dédié à la valorisation des données statistiques par le biais d'outils numériques ;
- 2/ Cartographie d'astreinte, projet conduit par l'ARS et étendu au périmètre de la région Occitanie ;
- 3/ Outil d'analyse multi-critères pour l'aide à la décision (en réponse à l'appel à projet 2017 du MEEM / CGDD) ;
- 4/ Atlas OSER : proposition d'un état de la connaissance à partir des orientations thématiques issues des "Orientations Stratégiques de l'État en région" se concrétisant par la production d'un atlas annuel ;
- 5/ Valorisations de données satellitaires ;
- 6/ Lancement d'un atelier prospectif sur les nouveaux services géomatiques.

Ces projets ont vocation à faciliter l'accès à la donnée et à l'information géographique (portail, visualisateur, atlas) et à développer une offre de services à plus forte valeur ajoutée (analyse multi-critères, données satellitaires, atelier prospectif). Parmi cette liste de projets, certains seront lancés en 2017 sur la base d'un consensus des membres de LRMP-Géo.

Par ailleurs, le SGAR a répondu à plusieurs appels à projets du PIA avec succès. Ces projets sont des outils utiles pour structurer, formaliser et accélérer le développement des projets de l'administration publique en utilisant des méthodes et outils collaboratifs.

Ces projets doivent permettre d'impulser une démarche d'innovation et de fédérer l'ensemble des services de l'État en région autour d'objectifs ambitieux. Ils présentent un intérêt certain pour la communauté des géomaticiens.

1^{er} projet : Open Datalab : (320 K€ dont 50 % PIA)

L'OpenData Lab est un projet de 18 mois qui a débuté en novembre 2015, ayant pour but de **sensibiliser les services de l'État en région à publier leurs données publiques et d'aider des collectivités territoriales** à s'inscrire dans une démarche d'ouverture des données publiques de manière pérenne et qualitative.

L'intérêt de ce projet, unique en France, est en matière de SIG :

- d'une part, de **conforter la démarche et les actions engagées par les services de l'État en région** en matière d'ouverture publique de leurs données géographiques,
- d'autre part, de **renforcer la réutilisation des données géographiques de l'État** sous forme de cartes et **d'augmenter la visibilité de la communauté géomatique** au sein des services de l'État.

2^{ème} projet : Communautés professionnelles territoriales : nouveaux usages collaboratifs » (500 K€ dont 50 % du PIA)

Depuis octobre 2016, le SGAR est lauréat d'un projet intitulé « Communautés professionnelles territoriales » d'une durée de 18 mois.

L'objectif de ce projet est de **constituer et d'animer des réseaux sociaux professionnelles** en s'appuyant sur des **outils numériques et des usages collaboratifs innovants** pour améliorer les échanges et la diffusion des informations.

Le réseau LRMP-Géo pourra s'appuyer sur cet outil :

- d'une part, pour **répondre aux besoins de ses membres** en termes de fluidité des échanges de documents, d'information, de veille, de sondages, de préparation de réunion,
- d'autre part, pour **développer les pratiques collaboratives** et le travail en équipe.

En effet, la communauté géomatique présente l'avantage de constituer déjà un réseau technique, structuré et animé ce qui devrait faciliter l'usage de cet outil collaboratif et son expérimentation.

3ème projet : Laboratoires d'innovations territoriales (500K€ dont 50 % du PIA)

L'objectif de ce projet est de **développer une démarche d'innovation au sein des services publics** via la mise en place d'un laboratoire d'innovations territoriales.

Lieu dédié et ouvert à tous les agents publics, il hébergera un coach facilitateur qui accompagnera les équipes projets dans l'émergence d'idées innovantes, l'expérimentation de nouvelles méthodes agiles, de nouveaux modes de concertation, la résolution de dysfonctionnements, etc...

Ce laboratoire est un outil au service de l'**accélération, de l'accompagnement, de la démonstration de la faisabilité des projets d'administration publique**. Pour cela, il est possible de mobiliser une diversité de compétences (UX/UI designers, experts en sciences sociales, développeurs, spécialistes en lean management, ...) en fonction des besoins des projets.

Dans le cadre de sa réflexion sur une offre de services d'information géographique innovante, le réseau LRMP-Géo pourra mobiliser cet outil.

3/ Retour sur les demandes formulées lors du précédent COPIL

Lors du précédent COPIL, plusieurs actions devraient être engagées dans le cadre de l'animation de LRMP-Géo :

- Présentation d'une offre de service de l'État aux membres de LRMP-Géo :
Une présentation a été faite des services proposés par LRMP-Géo notamment à partir de la nouvelle plateforme interministérielle de données et d'information géographiques PICTO-Occitanie (cf. ci-dessus). Un travail complémentaire devra être mené pour préciser le catalogue d'offre de services en matière d'offre de formation visant à faciliter l'appropriation et l'usage des données géographiques et en matière d'accompagnement des services de l'Etat dans la valorisation des données de l'État (Open data).
- Élaboration d'un cahier des charges et lancement d'une étude prospective sur l'évolution des services d'information géographique et leur impact sur le choix, la conception, la mise en place, la communication et l'évaluation des politiques publiques :
Un cahier des charges va être élaboré en partenariat avec IGN Conseil en vue de contruire des scénarios exploratoires contrastés sur le devenir et l'évolution des usages et des services d'information géographique au sein des services de l'État et permettre l'élaboration d'un plan d'action opérationnel pour anticiper les évolutions techniques (Open data, Big data, réalité virtuelle,...) et optimiser les choix décisionnels en matière de politique publique. Cette démarche mobilisera l'ensemble des acteurs institutionnels, les entreprises et la société civile de la région.

- Rédaction avec l'association SIG L-R d'un document présentant les services proposés par chaque structure et les réseaux auxquels chaque dispositif s'adresse :

Les résultats de ce travail montrent une offre de services comparables proposés par les deux plateformes régionales d'information géographiques (PACTO-Occitanie/SIG L-R) sur l'administration et la mise à disposition des données auprès des utilisateurs finaux. La plateforme PACTO-Occitanie présente l'avantage d'intégrer un nombre important de représentations cartographiques thématiques associant des données statistiques. De manière générale, l'offre de services et son usage devraient s'adresser à un public d'agents plus large. Dans le cadre de l'évolution législative liée à la publication de la loi NOTRe, LRMP-Géo doit proposer une offre de services plus différenciante par rapport à l'offre de services de SIG L-R.

- Rédaction d'une note sur les modalités de financement (budgétaire + ETP) de la démarche LRMP-Géo.

Partie budgétaire : validation de 50 K€ pour le fonctionnement de la plateforme PACTO-Occitanie (hébergement de la plateforme, ...) et l'animation de LRMP-Géo par le SGAR : Un rapide tour de table auprès des directions régionales a montré la difficulté des participants à se positionner sur une participation financière en l'absence de projets concrets et préalablement budgétés. L'implication et la participation financière des membres reposeront grandement sur l'intérêt et la pertinence des projets développés au sein de la communauté LRMP-Géo. Il convient donc d'évoluer d'une logique de guichet vers une logique de projets.

Le SGAR serait prêt à apporter sa contribution en fonction de la pertinence et de l'intérêt du projet notamment dans le cadre d'une démarche collaborative et/ou de mutualisation des coûts. A cet égard, la visite des différentes DR/DDI par l'animateur du réseau LRMP-Géo est prévue pour recueillir leurs besoins et attentes en matière de données et de services d'information géographique.

Au prochain comité d'animation, il est prévu de présenter un ensemble de projets fédérateurs sous forme de fiches et de réaliser un vote en ligne pour sélectionner les projets les plus pertinents par rapport aux priorités des services de l'État. Le Comité d'animation sera préparé suffisamment en amont pour tenter d'obtenir ce résultat. Un pourcentage du montant des cofinancements des projets sélectionnés servira à financer les coûts fixes de la plateforme PACTO-Occitanie (temps/homme, frais hébergement de la plateforme, divers, ...) à défaut de budget interministériel dédié à l'information géographique. A noter qu'un fonds interministériel régional (BOP 333) est en cours de constitution en 2017 pour financer des projets de modernisation de l'action publique. La communauté LRMP-Géo pourrait se saisir de cette opportunité pour financer un projet interministériel.

Partie ETP : La DREAL souhaite mettre en exergue qu'elle met à disposition de la communauté 2 ETP et pouvoir recourir à des ETP supplémentaires mis à disposition par d'autres DR. Outre les difficultés rencontrées liées à la mise en place d'un tel dispositif, les autres DR n'envisagent pas pour l'instant de mettre à disposition des ETP, notamment en l'absence de projets précis.

4/ Prochaines étapes

- Préparation de la visite de la SG du MEEM le 2 décembre et de la Commissaire Générale au Développement Durable (CGDD) fin 2016. Il convient de valoriser le travail réalisé depuis la fusion des deux régions dans le domaine du SIG et de montrer nos partenariats pour mutualiser les coûts et créer des services innovants.
- Fixation de la date du prochain Comité d'animation LRMP-Géo (fin février/début mars)
- Validation du groupe projet "DREAL/DRAAF/DDT" lors d'un CODER-T.

5/ Actions à réaliser

A l'issue du COPIL, les principales actions à engager sont:

- Rencontre avec les directions régionales/DDI pour identifier leurs besoins et attentes en matière d'offre de services géomatiques à partir de décembre 2016 et présentation de nouveaux projets;
- Définition d'un plan d'action opérationnel pour les différents projets validés (fiches projets, constitution des équipes, rédaction cahier des charges, financement, critères d'évaluation,...) ;
- Constitution d'un groupe de travail pour élaborer le cahier des charges de l'atelier prospectif ;
- Arbitrage sur l'affectation des ETP des DR pour l'animation et l'administration du réseau LRMP-Géo par le SGAR ou à défaut identification d'autres modalités de financement pérennes pour le fonctionnement de LRMP-Géo.

Clôture de la réunion à 16h30